



# **BFM TV**

## **Interview d'Emmanuel Macron**

24 septembre 2016

**Ruth Elkrief** : Bonjour Emmanuel Macron.

**Emmanuel Macron** : Bonjour !

**RE** : Merci beaucoup de nous accorder cet entretien depuis le musée des Confluences à Lyon où se déroule le congrès des réformistes européens. Un congrès important qui se déroule chaque année avec des têtes d'affiche européennes, sauf que cette année, Matteo Renzi, Sigmar Gabriel ; l'italien, l'allemand, ne sont pas venus, parce que vous étiez là. Il paraît que François Hollande aurait exercé des pressions pour éviter qu'ils s'affichent avec celui qu'il considère comme Brutus, le fils qui a trahi César.

**EM** : Ecoutez, on a beaucoup commenté ce qu'il se passe aujourd'hui. Grand merci à toutes celles et ceux qui ont décidé de faire cette entreprise de promotion. Car au final cela permet justement aux uns et aux autres de s'intéresser à l'Europe, aux échanges que nous allons avoir aujourd'hui et aux propositions que nous allons faire.

Matteo Renzi comme Sigmar Gabriel, j'étais alors encore ministre, j'avais échangé avec eux, ne pouvaient pas pour des raisons d'agenda.

J'ai fait suffisamment, entre autres avec Sigmar Gabriel, de rencontres, d'échanges, pour vous le confirmer. Et il y a plusieurs mois qu'ils avaient décliné pour des raisons d'agenda. Pour ce qui est de certains autres, c'est leur décision, au fond.

Mais il y a ici plus de 600 personnes présentes dans cette salle. Il y a des responsables politiques de premier plan européens, des universitaires européens, américains, des intellectuels français, des chefs d'entreprise...

**RE** : Emmanuel Macron, est-ce qu'il y a eu des pressions...?

**EM :** Ce qui m'importe, c'est d'abord de rendre hommage et remercier celles et ceux qui sont là pour parler. Après qu'il y ait eu des pressions, je n'en ai pas la preuve. Manifestement, ça en a dissuadé certains. Je trouve ça dommage. Parce que ces pressions, elles sont le signe de la fébrilité des uns, qui considèrent au fond que laisser venir et discuter et échanger, c'est soutenir. Quelle vision de la vie démocratique. Il y a ici des gens avec lesquels je ne suis pas d'accord.  
Je suis content de ne pas être d'accord, et de pouvoir échanger là-dessus.

**RE :** C'est une forme de stalinisme. C'est une forme de police de la pensée.

**EM :** Oui, c'est une forme de fébrilité disciplinaire. Et elle n'honore pas celles et ceux qui la portent. Et puis de l'autre côté ...

**RE :** Ils ont peur de vous ?

**EM :** Il y a un manque de tempérament chez ceux qui cèdent à ça.  
Parce que bon sang, je ne sais pas quelle serait votre réaction à vous, mais enfin moi, on irait me dire : il ne faut pas aller dans tel endroit pour parler d'un sujet aussi important, aussi vital que l'Europe aujourd'hui, j'irais avec encore plus de détermination.

**RE :** François Hollande, ses amis vous ont déclaré la guerre ?

**EM :** Je ne crois pas. Je ne veux pas le croire. Et cela m'importe peu. J'ai pris mes décisions, en responsabilité. Je m'en suis expliqué, je m'en suis expliqué face à face avec le président de la République. Je m'en suis expliqué avec l'ensemble des responsables politiques concernés. Je m'en suis expliqué face aux Français. Et donc cette décision, c'est une cohérence depuis le début.

**RE :** Oui mais ça fait un mois que vous avez claqué la porte du ministère, et vous êtes la seule cible de toutes les critiques de votre ancienne famille politique. Tout est un peu de votre faute et ils y vont : vous détruisez la gauche, et puis vous allez peut-être provoquer un 21 avril, et puis vous allez peut-être, entre guillemets, pardon, "tuer le père", celui qui vous a fait. Comment vous le vivez ?

**EM :** Mais je le vis très bien. Parce que je le vis pour ma part...

**RE :** Ce n'est pas très agréable. Est-ce que c'est vrai ?

**EM :** Mais je le vis pour ma part avec une grande clarté dans la détermination et les principes. J'ai été choisi, proposé par le président de la République il y a un peu plus de deux ans comme ministre. Je ne l'ai pas été parce que j'avais un compagnonnage de 30 ans parce qu'il avait fait ma carrière politique, parce qu'il avait fait ma vie.  
J'avais ma vie professionnelle, ma légitimité et il m'a choisi avec cela, en connaissant parfaitement, puisque nous avons précédemment travaillé ensemble, j'avais travaillé pour lui en connaissant mes choix, mes convictions avec une discussion claire sur la nécessité de conduire des réformes jusqu'au bout et en même temps la nécessité d'affirmer certains choix pour recomposer. J'ai été fidèle à cette parole donnée au premier jour. Et donc dans mon action.

**RE :** C'est lui qui l'a trahie ? C'est lui qui a trahi cette parole ?

**EM** : Non, il y a une distance qui a dû être prise compte tenu même de ce qui structure aujourd'hui la vie politique française de la façon dont il a décidé d'organiser les choses. J'en ai tiré les conséquences en lançant un mouvement le 6 avril dernier, en prenant mes responsabilités, en continuant à proposer et en décidant de lui soumettre ma démission à la fin du mois d'août. Une fois qu'on a dit ça, ce qui compte, c'est ce qu'on a à dire au pays.

**RE** : Alors justement ...

**EM** : C'est le travail avec les Français, ce sont les propositions à un moment décisif de notre démocratie.

**RE** : Où en êtes-vous de votre mouvement qui a démarré, et bien, quand on fait un clic : on rentre dans En Marche!. Est-ce que ça veut dire que c'est un parti politique et plus un mouvement ?

**EM** : Non, pardon, je ne peux vous laisser dire ça, parce que ça c'est l'approche que certains voudraient véhiculer. On peut devenir adhérent d'En Marche ! sans payer, parce que je considère que l'engagement civique, citoyen, ce n'est pas quelque chose qui se monnaie. Et donc oui, il n'y a pas de coût, mais il y a beaucoup de prix à cet engagement. On s'engage en donnant ses coordonnées, en signant et en validant une charte des valeurs et en confirmant cette adhésion. Ce n'est pas ...

**RE** : Combien il y a d'adhérents ?

**EM** : Nous avons aujourd'hui un peu de plus de 80 000 adhérents dans ce mouvement.

**RE** : Et vous ...

**EM** : Donc nous n'avons pas à rougir, vous voyez, parce que, je crois que c'est à peu près le nombre revendiqué de cartes à jour par le Parti socialiste.

**RE** : Vous vous sentez à égalité avec le Parti socialiste ?

**EM** : Mais je ne me compare pas. Nous sommes dans une autre démarche. Nous, nous sommes un mouvement politique justement qui propose des valeurs, des idées nouvelles, et accepte d'ailleurs ...

**RE** : On va les écouter d'ailleurs ces idées ...

**EM** : ... que les gens soient au Parti socialiste, aux Républicains, au centre et adhérents à En Marche!. Je vais peut-être répondre jusqu'au bout à votre question qui est celle au fond, de la structure et des prochaines étapes, parce que là aujourd'hui nous avons ces adhérents, nous allons structurer le mouvement partout sur le territoire, et dans les prochaines semaines j'expliquerai justement cette démarche d'organisation en laissant aussi les initiatives sur le plan local se faire. Et puis, nous allons, après cette phase d'immersion que je vais continuer en allant justement au contact, en allant travailler sur le terrain...

**RE** : Vous allez faire des meetings ? Des réunions publiques ?

**EM :** D'abord je vais continuer à aller sur le terrain et au contact pour comprendre, pour écouter, et y compris le faire très loin de la vie médiatique, parce que je veux pouvoir avoir cet échange sans filtre, sans trop de caméras autour et sans interface. Et puis, nous allons rendre compte de ce travail de diagnostic. C'est à dire qu'au mois d'octobre, à partir du 4 octobre à Strasbourg, je ferai trois rendez-vous avec l'ensemble justement des citoyens qui participent à cette démarche, à Strasbourg, au Mans, à Montpellier. Trois rendez-vous en octobre pour expliquer cette démarche. C'est-à-dire, pour expliquer ce que nous avons obtenu de la Grande Marche : ces 100 000 conversations tenues avec les Français, le travail qui a été fait aussi par nos adhérents, par nos groupes de travail, nos intellectuels ...

**RE :** Emmanuel Macron, est-ce que dans ce diagnostic vous allez nous expliquer que les Français demandent de la sécurité, de l'emploi et la protection sociale ?

**EM :** Pas seulement. Je vais parler des objets ...

**RE :** Parce que tous les élus le savent, ça.

**EM :** Mais vous savez, la France, et je le dis en parlant d'ailleurs de ce que j'ai fait moi-même. Nous sommes dans une situation très étrange. Quand on est dans la vie politique, on va parler aux gens au moment des élections pour leur demander de nous soutenir sur des programmes. Et puis, on gouverne en proposant et en administrant. Mais les gouvernants français, les politiques français, depuis plusieurs années sont dans la situation de médecins qui n'écoutent plus leurs patients mais qui prescrivent des ordonnances absolument insoutenables. Et au fond, et d'ailleurs la vie politique, on le voit ces derniers jours avec la primaire des Républicains, devient une espèce de concours d'ordonnances : on n'écoute plus les gens, on n'est pas sûr que ce soit les vrais problèmes. Est-ce que c'est les problèmes des Français de savoir si on vient des Gaulois ? Est-ce que c'est les problèmes des Français, le premier problème, de savoir s'il faut ou pas mettre le burkini ? Est-ce qu'aujourd'hui, dans le débat public français vous avez le sentiment, vous, tous les jours, de parler des vrais problèmes des gens ? Moi je ne crois pas.

**RE :** Le débat est nul ?

**EM :** Non, je n'utilise pas ce genre d'expressions.

**RE :** Ça c'est la phrase d'Alain Juppé.

**EM :** Je pense qu'Alain Juppé, avec raison, a souligné que le débat politique n'était pas au niveau d'exigence intellectuelle, idéologique et de responsabilité qui est le nôtre collectivement. Mais surtout, parce que le débat n'est pas d'abord sur les propositions, il est d'abord dans un moment de considération, d'écoute, et de diagnostic.

**RE :** Mais justement, là-dessus, sur le débat sur l'identité, sur l'intégration et l'assimilation ...

**EM :** Je me permets de finir cette explication. Quand vous allez chez votre médecin, si il vous regarde, ne vous parle pas, ne vous ausculte pas, et vous donne une fiche avec au fond 3 corticoïdes ...

**RE** : Mais beaucoup d'élus vont vous dire qu'ils l'ont fait depuis des années ce diagnostic !

**EM** : Mais ils l'ont fait quand ce diagnostic ? Ils l'ont fait par le truchement justement de cette bataille médiatique : par ces concours d'ordonnances ! Et donc, la question c'est de savoir, et d'ailleurs c'est comme ça qu'on mesure si vous êtes de gauche ou de droite : si vous prescrivez deux corticoïdes et trois antibiotiques ou plutôt quatre antibiotiques et un Aspegic. Ce n'est pas ça le sujet !

**RE** : Et vous, c'est quoi ? Des plantes naturelles ? C'est du bio, c'est ça ? C'est quoi ?

**EM** : Non. C'est d'abord d'écouter les gens, de comprendre et de remonter aux causes ! C'est fondamental ce que je suis en train de vous dire !

**RE** : J'entends.

**EM** : C'est fondamental parce que ça veut dire que la vie politique : son travail, ça n'est pas de traiter les symptômes de la maladie, c'est de remonter aux causes, sinon les gens vont prendre des médicaments pendant encore longtemps. Et donc il faut comprendre ...

**RE** : Médecine naturelle !

**EM** : Pas médecine naturelle ! Non non non ! La médecine qui remonte aux causes : la vraie médecine. Votre médecin de campagne fait cette médecine là quand il est bon.

**RE** : Emmanuel Macron ...

**EM** : Il essaye de comprendre ce que vous avez. Et pas simplement de traiter le mal de manière superficielle.

**RE** : Emmanuel Macron ce débat sur l'intégration et l'assimilation, Alain Juppé qui dit qu'il faut l'intégration et Nicolas Sarkozy qui dit il faut l'assimilation des étrangers ou des Français qui viennent de l'étranger. Qu'est-ce que vous en pensez vous ? Quelle est votre position ? Parce que dans le fond on vous écoute sur des propositions économiques : on va parler d'Europe dans une seconde, mais on vous entend pas sur ces sujets ...

**EM** : Mais non, mais je vais avoir l'occasion de m'exprimer dessus, mais je peux vous dire en quelques mots ce que je pense de ce débat. Le mot d'assimilation est dans notre code civil. Il est là depuis plusieurs siècles, mais dans le débat politique, ça n'est pas le bon mot à mes yeux. Parce qu'on demande à des Français d'origine étrangère, ça n'est pas d'être assimilé à une culture, c'est d'être parfaitement intégré. C'est-à-dire de respecter les lois de la République, et de respecter ses codes et ses usages. Ce qui est très différent. Ce qui veut dire que tout le débat que nous avons sur l'identité est un débat extrêmement important, mais il n'est d'ailleurs pas que...

**RE** : Vous parlez de roman national vous aussi ?

**EM** : Je parle de roman national parce que je pense que, et c'est en désaccord avec certain, je pense que ce roman, la clé pour réconcilier notre pays, ce qui est à mes yeux, l'élément central du projet que nous devons porter. La réconciliation des Frances, c'est-à-dire d'une France métropolitaine qui réussit, on est ici à Lyon, c'est une France conquérante qui réussit. Il y a des quartiers plus difficiles, qui doutent, et puis à quelques

kilomètres d'ici vous avez une France plus en difficulté, qui a des doutes sur la mondialisation, qui a le sentiment qu'elle perd. Vous avez une France qui est dans une tradition républicaine, et une France qui est aujourd'hui est traversée par des conflits identitaires, par un fondamentalisme religieux qui rend les choses extrêmement insoutenables pour une partie de nos populations. Cette réconciliation elle passe d'abord par une vision claire et réconciliée, en effet de notre roman national, c'est-à-dire de notre histoire.

**RE** : Mais sans exclure et en parlant directement ou en mettant des limites, et en mettant des conditions finalement à cette intégration ?

**EM** : La France, c'est un projet. La France, ce n'est pas une idée vague, la France, ce n'est pas une identité recroquevillée sur elle même, c'est un projet qui va. Et ce projet qu'est-ce que c'est...

**RE** : C'est quoi la différence avec François Hollande qui dit que c'est une idée ? C'est la même chose.

**EM** : C'est un projet. C'est un projet d'émancipation des individus, de la société. C'est ça qui est fondamental.

**RE** : Emmanuel Macron ...

**EM** : ça veut dire que vous devez ... Il y a une responsabilité de quiconque est Français. Cette responsabilité, c'est de respecter les règles de la République. Lorsqu'il y a des concitoyens qui ne respectent pas ces règles, quelle que soit l'origine : parce que c'est de la délinquance, parce que c'est de l'incivilité, parce que c'est pour des questions de fondamentalisme religieux, nous devons être intraitables. Parce que ce sont les règles de la République, parce que c'est ce qui nous tient. L'égalité entre les hommes et les femmes, le respect de la vie en commun, la neutralité des services publics. C'est cela qui nous tient : c'est à la fois notre histoire et nos principes. Et dans le même temps, c'est un projet ouvert. C'est-à-dire, cette volonté d'émanciper : nous sommes différents ! Certains sont Français "de souche" comment certains le disent, quoi que je n'adore pas cette expression. D'autres sont des Français d'origines multiples. La beauté de ce pays, sa force : c'est qu'ils sont tous et toutes Français parce qu'ils aiment ce pays : qu'ils portent sa langue et sa grammaire, qu'ils en connaissent la géographie et qu'ils en sont aussi le visage. Et donc notre projet c'est un projet d'émancipation : c'est ça qu'il ne faut pas perdre. Ne cédon pas sur ce point à la division. Et ça c'est le grand risque de l'hystérisation du débat.

**RE** : C'est Nicolas Sarkozy ?

**EM** : Mais bien sûr !

**RE** : C'est Manuel Valls ?

**EM** : Je n'attaque pas les personnes, je dis dans le débat, lorsqu'on crispe les choses et qu'on les hystérise, parfois d'ailleurs au nom des idées de la République, on divise la communauté nationale.

**RE** : Vous pensez au Premier ministre ?

**Seul le prononcé fait foi.**

**EM** : Je pense que tous ceux ...

**RE** : Il est accusé de cela par un certain nombre de gens à gauche.

**EM** : Je pense que toutes celles ...

**RE** : Est-ce que vous pensez à lui ?

**EM** : Je pense à toutes celles et ceux qui aujourd'hui dans leurs discours, ont des propos excessifs et considèrent que la République se conquiert contre une partie de ses enfants. Non ! Il y a certains qui ne respectent pas les règles de la République, elle doit être intraitable, les sanctionner, corriger ces dérapages, mais en même temps, la République est faite de différences. La France est faite de cette capacité justement à avancer.

**RE** : Aujourd'hui Belfort est une ville morte, puisque le site d'Alstom va être fermé...

**EM** : Pardon de vous dire que vous avez tort. Belfort n'est pas une ville morte parce que le site d'Alstom Transport est fermé. L'essentiel aujourd'hui de l'activité industrielle sur le site de Belfort est dans la partie énergie de ce site qui a été reprise ou qui est en joint venture avec General Electric. Partie qui embauche, qui va continuer à embaucher et qui compte tenu justement du travail qui a été fait avec le gouvernement français, avec General Electric...

**RE** : Où vous étiez ?

**EM** : Tout à fait

**RE** : Comme ministre de l'économie ?

**EM** : Tout à fait. Qui a conduit General Electrics à décider de revenir produire des turbines 60 hertz, 50 hertz qui étaient jusqu'alors produites aux Etats-Unis. Donc la partie énergie, j'entends beaucoup de gens tenir des propos irresponsables...

**RE** : Sur les locomotives

**EM** : La partie énergie, elle embauche, elle se développe dans la ligne des engagements

**RE** : Donc le site de Belfort va continuer ?

**EM** : Sur la partie transport, une décision a été annoncée par les dirigeants d'Alstom Transport. Site qui est plus petit que la partie énergie qui était en grande difficulté. J'ai dit moi-même que cette décision était brutale et pas conforme à l'esprit dans lequel le gouvernement avait échangé avec Alstom Transports. Maintenant, si nous sommes responsables collectivement, nous avons dans la filière ferroviaire en France, qui ne concerne pas simplement que le site d'Alstom Transport à Belfort, une surcapacité. Ça veut dire quoi ? Nous avons trop de sites de production dans cette filière..

**RE** : Ca veut dire qu'on ne doit pas faire de promesses intenables sur le maintien du site de Belfort dans le ferroviaire ? C'est ça que vous dites ?

**EM :** Oui. Dans le temps, de toute façon les organisations syndicales que j'ai vues à plusieurs reprises le savent, dans le temps nous aurons à gérer une adaptation de notre empreinte industrielle sur le plan du ferroviaire parce qu'il y a moins de commandes publiques. Et donc il faut que nous soyons conséquents. Nous avons une SNCF qui est endettée. Elle passe des commandes. Ces commandes doivent respecter les conventions européennes, et donc faire des appels d'offres qui respectent le droit européen, nous sommes très heureux d'aller gagner des appels d'offres qui respectent le droit européen avec nos industries dans beaucoup de pays. On voudrait les piper en France ? Parce que ça nous arrange pas ? Mais où va-t-on ? Donc il faut qu'on tire toutes les conséquences de ces promesses qui sont parfois faites. Le site de Belfort d'Alstom Transport, comme les autres sites, ont un avenir en France, et ils ont un avenir à deux conditions: qu'on continue à accélérer sur le plan de l'innovation. Nous avons lancé il y a quelques mois, j'étais ministre, avec mon collègue Alain Vidalies à l'époque, le projet TGV du futur : ça c'est l'avenir, c'est l'innovation, ce sont des nouveaux projets, c'est pas la commande...

**RE :** On va pas rentrer dans les détails très précis...

**EM :** Si parce que c'est important. Il ne faut pas faire de promesses intenables mais il ne faut pas dire aux gens qu'il n'y a pas d'avenir industriel en France. C'est faux. Mais il y en a par l'innovation et l'investissement, et il y en a par l'export, aller conquérir de nouveaux marchés.

**RE :** "Je ne me présenterai pas si mes idées sont en danger". Aujourd'hui vous devancez dans les sondages François Hollande, mais si vous y allez tous les deux à l'élection présidentielle, la gauche peut être éliminée, ça peut être un nouveau 21 avril, est-ce que vous êtes capable de l'assumer ?

**EM :** Je pense que cette question est intempestive au sens propre du terme, c'est-à-dire que ce n'est pas le moment de la poser.

**RE :** Vous avez répondu ça : "je ne me présenterai pas si mes idées sont en danger", donc vous en parlez... C'est vous ! C'est dans l'hebdomadaire 1.

**EM :** Mais je dis que ce qui est intempestif, c'est le scénario dans lequel vous vous inscrivez qui lui n'est pas d'actualité. Parce qu'aujourd'hui la clé pour moi, c'est de construire ce rassemblement, c'est de construire justement....

**RE :** Avec qui ?

**EM :** Avec toutes celles et ceux...

**RE :** Avec des gens de droite ? de gauche ?

**EM :** Bien sûr.

**RE :** Y en a ? Y a des noms ?

**EM :** Vous en avez vu aujourd'hui...

**RE :** Daniel Cohn-Bendit ? Jean-Christophe Lagarde...?



**EM** : Oui mais je respecte... Ce n'est pas à moi de les citer. Là, je suis dans ce travail avec les Français, et toutes celles et ceux qui m'accompagnent, qui sont dans le mouvement, qui veulent faire justement ce travail, et après aux uns et autres sur une base de conviction de venir. C'est-à-dire je ne vais pas passer des accords d'appareil, je ne vais pas aller faire des petits arrangements en disant si vous me suivez on va fermer trois centrales, puis vous aurez dix circonscriptions, le système politique meurt de ça ! On l'a bien vu... Nos concitoyens le savent !

**RE** : Emmanuel Macron vous en êtes un produit de ce système politique et vous dites tout d'un coup, ce système, il est limité, j'en ai vu les limites...

**EM** : Non, Madame Elkrief pardon de vous le dire .

**RE** : Vous faites du populisme light, voilà ce que dit Manuel Valls.

**EM** : Oui, mais je pense qu'il a profondément tort. D'abord je ne suis pas le produit du système politique français.

**RE** : Mais du système global français, élitiste français...

**EM** : Mais attendez, je suis...

**RE** : Du système républicain

**EM** : Je suis un enfant de la province, qui a passé des concours de la République, qui les a eus, et qui a toujours travaillé. Je suis pas fils d'archevêque, je ne suis pas fils de grande bourgeoisie parisienne, de hauts fonctionnaires, de politiques ou de grands capitaines d'industrie, mes deux parents étaient médecins en province.

**RE** : Vous n'êtes pas populiste light ? Ca vous a choqué cette expression?

**EM** : Laissez-moi finir pour vous expliquer pleinement les choses. Donc, j'ai construit mon parcours par la confiance de celles et ceux qui m'ont accompagné, par mon travail, par mes engagements familiaux. Et on m'a pris, je crois que c'est comme ça que doit fonctionner un pays, on m'a nommé ministre sur la base de mes compétences, pas d'un parcours politique. Donc je ne suis pas le produit du système politique. C'est ma grande différence avec beaucoup, et je ne veux pas respecter les règles de ce système politique, parce qu'il ne fonctionne plus démocratiquement, parce qu'aujourd'hui ce système est une machine à produire de la terreur intellectuelle et donc aujourd'hui, que celles et ceux qui pensent que je fasse du populisme light continuent à proférer ce qu'ils considèrent comme des insultes. Je parle aux gens. Je vais continuer à aller écouter nos concitoyens, à aller leur parler. Je ne parle pas à des appareils, mon objectif, c'est pas qu'En Marche fasse tant de députés ou tant de voix, c'est pas que la Parti socialiste survive ou ne survive pas, c'est mon pays ! Et donc si parler...

**RE** : J'entends quand même que vous serez candidat

**EM** : Si parler...

**RE** : Et que vous irez le plus loin possible pour l'être.

**EM** : Madame Elkrief, si parler au pays, à vos concitoyens, et pas à des appareils politiques c'est être populiste c'est se tromper. Être populiste c'est flatter le peuple dans ses peurs, ses angoisses, ses ressentiments, ses facilités. Moi, je crois à l'intelligence des Français. C'est peut être ma différence avec beaucoup de politiques. Donc, je leur dis la vérité, je dis ce que je comprends, et je propose ce que j'ai en tête et ce que nous construisons. Si ça c'est du populisme light je le revendique.

**RE** : Et vous dites "Sky is the limit", le ciel est ma limite. Pareil, il y a une boutade que votre femme a dite, il paraît qu'elle dit que parfois elle a l'impression de vivre avec Jeanne d'Arc.

**EM** : Je pense que c'est une boutade.

**RE** : C'est une manière de dire que peut-être vous vous sentez investi d'une mission, parce que vous réussirez en 8 mois, si vous êtes candidat à la présidentielle, ce que des gens mettent dix ans, vingt ans, une carrière, une vie à réussir.

**EM** : Mais c'est formidable. Nous sommes dans notre pays, depuis maintenant un an et demi, dans des situations exceptionnelles, on les vit, chacune et chacun dans son rôle...

**RE** : Vous êtes l'homme de la situation c'est ce que vous voulez nous dire ?

**EM** : On n'arrête pas de dire aux français situation exceptionnelle, le pays vit un bouleversement radical, sur le plan sécuritaire mais aussi sur le plan économique, sur le plan environnemental et climatique, c'est vrai tout ça, et on dirait la vie politique, elle, vous savez quoi ? Ben ça va être comme avant, les mêmes.

**RE** : Donc sortez les sortants.

**EM** : Les mêmes têtes.

**RE** : Sortez les sortants ?

**EM** : Les mêmes règles, les mêmes principes, parce que c'est un club fermé, parce que la politique, faut pas que ça change. Non ! Parce que notre pays vit des circonstances exceptionnelles maintenant, parce qu'il...

**RE** : Quand est-ce que vous déciderez si vous êtes candidat ou pas à la présidentielle ?

**EM** : Mais quand nous aurons été au bout de ce travail de rassemblement et de propositions.

**RE** : C'est quand ? Décembre ?

**EM** : Ecoutez je n'ai pas un calendrier, une date en tête.

**RE** : Si si...

**EM** : Et encore une fois, ce qui use les choses, c'est pour ça que j'ai dit cette phrase importante que vous rappeliez tout à l'heure, en parlant d'idées, moi je veux que ces

**Seul le prononcé fait foi.**

idées, ce progressisme, gagnent. Je veux tout faire pour que le pays ne soit pas justement confronté à ce qui est trop agité par certain dans le débat politique, c'est-à-dire : la peur. Que proposent aujourd'hui beaucoup de partis? Très peu de choses. Mais ils disent simplement : "Attention si vous ne faites pas comme ça c'est le Front National qui va gagner". Mais on ira pas chercher celles et ceux qui se retournent vers le Front National alors qu'ils ne croient pas du tout à leurs idées...

**RE** : Vous leur parlez aussi à ceux-là ?

**EM** : Mais bien sûr que je leur parle, que je vais sur le terrain, que je veux leur parler...

**RE** : Vous ne le battez pas pour le moment dans les sondages, vous ne battez pas le Front National.

**EM** : Mais bien sûr. Parce que le Front National a beaucoup monté de nos propres petits calculs, de nos jeux politiques. Parce qu'il faut aller parler aux électeurs et aux électrices qui sont au Front National. Mais pas pour leur faire la morale, pas pour leur expliquer qu'ils n'ont rien compris au pays, pas pour leur expliquer que ce sont de mauvais Français. Pour entendre leur colère aussi, pour comprendre ce qu'il les a conduits à faire ce choix. Vous savez, moi, j'étais à l'école avec des jeunes à Amiens, que je continue à suivre, qui votent Front National, je les connais, je sais d'où ils viennent, ils n'ont rien à voir avec l'idéologie du Front National. Mais ils y sont. Et ça, c'est une question qui nous est posée. Ils y sont parce qu'on ne leur parle plus, parce qu'ils ont le sentiment que le Front National est mieux à même de traiter parfois leurs difficultés du quotidien, mais surtout parce qu'ils n'en peuvent plus d'un système au fond qui se reproduit, qui a intégré dans ces règles l'alternance, ce sera une fois la gauche, une fois la droite, c'est pas notre tour cette fois-ci, on va perdre proprement, donc on va laisser les autres gagner, ils n'en peuvent plus.

**RE** : La prochaine fois c'est Macron c'est ça ?

**EM** : N'essayez pas de me faire dire ce que je n'ai pas dit. La prochaine fois, si on ne veut pas ça soit le Front National pour le coup, en vrai, et ce ne sera plus une menace en l'air, on doit aller parler aux Françaises et aux Français qui se tournent vers eux parfois pour de bonnes raisons, mais sans parfois saisir que les réponses sont incohérentes, comme sur l'Europe, comme sur l'économie, comme parfois sur la sécurité, et aller au fond des choses pour proposer autre chose.

**RE** : Merci beaucoup Emmanuel Macron.

# *Aller plus loin*

**Le replay >**

[facebook.com/EnMarche/videos/658473457664193/](https://facebook.com/EnMarche/videos/658473457664193/)

**Article sur [en-marche.fr](http://en-marche.fr) >**

[en-marche.fr/interview-demmanuel-macron-ruth-elkrief/](http://en-marche.fr/interview-demmanuel-macron-ruth-elkrief/)

## *Suivez Emmanuel Macron*

